



Un début d'année peu agité dans la région

Très dynamique fin 2018, l'emploi salarié en Auvergne-Rhône-Alpes ralentit légèrement au premier trimestre 2019, malgré le dynamisme de l'industrie et de la construction. L'intérim reprend de la vigueur. Le chômage reste stable. Le micro-entrepreneuriat tire toujours les créations d'entreprises vers le haut. Les mises en chantier de logements neufs continuent de reculer. L'activité hôtelière profite d'une bonne saison hivernale.

Annelise Robert, Frédéric Lahi, Insee

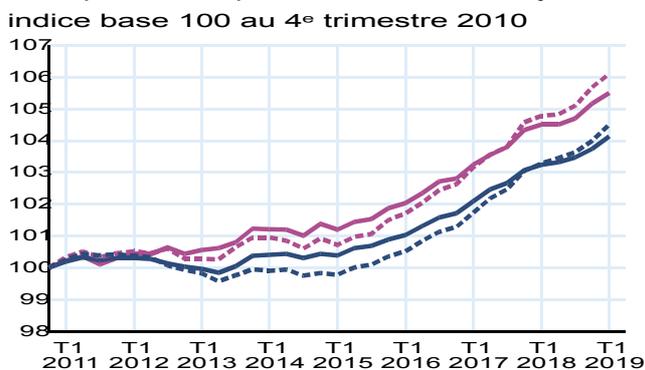
Rédaction achevée le 1^{er} juillet 2019

Léger ralentissement pour l'emploi salarié

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié total progresse de 0,3 % au premier trimestre 2019. Il est en ralentissement après +0,5 % en fin d'année précédente (*figure 1*). Au niveau national, on observe au contraire une légère accélération (+0,4 % après +0,3 %). L'emploi régional dans le secteur public suit la tendance nationale en restant stable ce trimestre. En revanche, le secteur privé, pour lequel travaillent près de 80 % des salariés, gagne près de 9 500 personnes, soit une hausse de 0,4 %.

1 Évolution de l'emploi salarié

■ Emploi salarié total - Auvergne-Rhône-Alpes
■ Emploi salarié total - France hors Mayotte
■ Emploi salarié privé - Auvergne-Rhône-Alpes
■ Emploi salarié privé - France hors Mayotte



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Le secteur tertiaire, gros contributeur de l'emploi régional, croît de 0,3 % malgré la stabilité du tertiaire non marchand, qui représente 40 % du secteur. L'industrie reste sur sa lancée avec une augmentation (+0,3 %) pour le septième trimestre

consécutif. La construction est également particulièrement dynamique (+0,9 %).

En l'espace d'une année, Auvergne-Rhône-Alpes a créé 28 400 emplois, soit une hausse de 0,9 %, similaire à l'ensemble de la France. Le secteur privé est en forte croissance (+1,2 %). Le secteur public recule de 0,2 %, repli un peu plus important qu'au niveau national (-0,1 %).

Bonne orientation sur l'ensemble des départements

À l'exception de la Savoie qui est stable, tous les départements gagnent des salariés au premier trimestre 2019. L'Isère (+0,6 %) et l'Ardèche (+0,5 %) sont particulièrement dynamiques. Le Rhône et la Haute-Loire augmentent à peine plus vite que la région (+0,4 %).

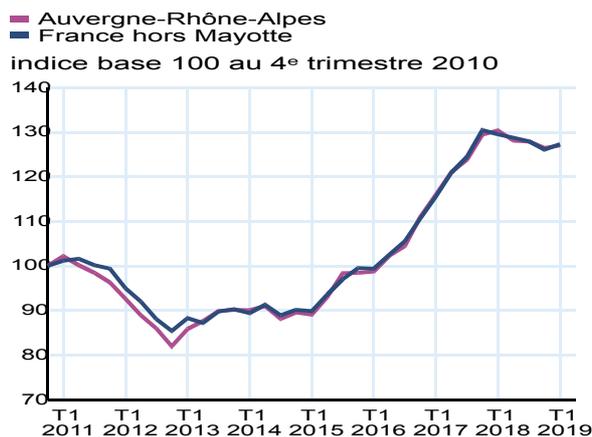
En glissement annuel, l'Allier fait figure d'exception, en diminuant de 0,3 %. Le Cantal, qui compte le moins d'emplois dans la région, a autant de salariés que début 2018. Le Rhône et la Savoie sont des départements particulièrement dynamiques, avec des croissances supérieures à 1,5 %. L'Isère et la Haute-Savoie (hausse autour de 0,9 %) participent à l'allant régional.

Les vents redeviennent favorables pour l'intérim

Après trois trimestres en déficit, l'emploi intérimaire retrouve un peu de vitalité dans la région (*figure 2*). Il augmente de 0,5 % grâce à un gain de 500 salariés. Ce rythme est toutefois moins marqué qu'en France (+1 %). L'Ain, la Drôme, la Loire ainsi que le Rhône ne sont pas concernés par l'embellie régionale. À l'opposé, l'Isère, le Puy-de-Dôme et le Cantal connaissent de fortes hausses.

En un an, l'intérim perd près de 2 900 salariés, soit un recul de 2,6 %, plus important qu'au niveau national. Ces suppressions d'emplois intérimaires se situent essentiellement dans l'Ain, la Drôme, la Loire et la Haute-Savoie.

2 Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee

L'industrie toujours en croissance

En Auvergne-Rhône-Alpes, le **secteur industriel** garde toujours la tête hors de l'eau au premier trimestre 2019 avec une hausse de 0,3 %, à peine moins rapide qu'au trimestre précédent. En France, le rythme est plus modéré (+ 0,2 %). Les entreprises de fabrication de matériel de transport emploient moins de salariés ce trimestre (- 0,3 %). Les autres secteurs progressent entre 0,3 % et 0,8 % pour le secteur de l'énergie, de l'eau, des déchets et du raffinage. La moitié des 1 700 créations d'emploi se trouvent dans la fabrication d'autres produits industriels. Le Puy-de-Dôme est l'unique département en recul (- 0,4 %). Les autres départements connaissent des augmentations comprises entre 0,3 % (Ain et Allier) et 1,1 % (Cantal). Sur un an, la croissance de l'emploi industriel régional (+ 1,1 %) est presque deux fois plus rapide qu'au niveau national. À l'exception de la fabrication de matériel de transport qui est stable, les autres secteurs industriels sont en hausse (entre + 0,8 % et + 1,8 %). Seul le Puy-de-Dôme perd des salariés.

Dans la région, 1 600 salariés supplémentaires travaillent dans le **secteur de la construction** (figure 3), soit une croissance de 0,9 %, moins rapide qu'au niveau national (+ 1,2 %). À l'exception de l'Allier et du Cantal qui restent constants, tous les autres départements créent de l'emploi dans ce secteur (de + 0,2 % en Haute-Loire à + 2,4 % dans la Drôme). En glissement annuel, la construction reste dynamique (+ 2,3 %) bien que moins qu'en France (+ 2,6 %). La Drôme, le Rhône et la Savoie ont une croissance supérieure à 3,5 % et représentent près des deux tiers des gains annuels. L'Allier et la Haute-Loire sont en léger repli.

3 Évolution de l'emploi salarié par secteur

Secteur d'activité	Effectif au 1 ^{er} trimestre 2019	Évolution par rapport au 4 ^e trimestre 2018			Évolution sur un an (en %)
		En effectif	En %	France hors Mayotte (en %)	
Agriculture	26 300	+ 300	+ 1,1	+ 0,4	+ 3,6
Industrie	486 900	+ 1 700	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,1
Construction	181 300	+ 1 600	+ 0,9	+ 1,2	+ 2,3
Tertiaire marchand hors intérim	1 293 900	+ 5 500	+ 0,4	+ 0,5	+ 1,8
Intérim	110 300	+ 500	+ 0,5	+ 1,0	- 2,6
Tertiaire non marchand	929 200	- 100	- 0,0	+ 0,0	- 0,2
Ensemble	3 027 900	+ 9 500	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,9

Note : données corrigées des variations saisonnières et arrondies pour les effectifs.

Champ : emploi salarié total.

Avertissement : les données du secteur agricole sont provisoires suite à des difficultés de traitement par la MSA. L'Insee réalise une estimation, en prolongeant les tendances des trimestres précédents.

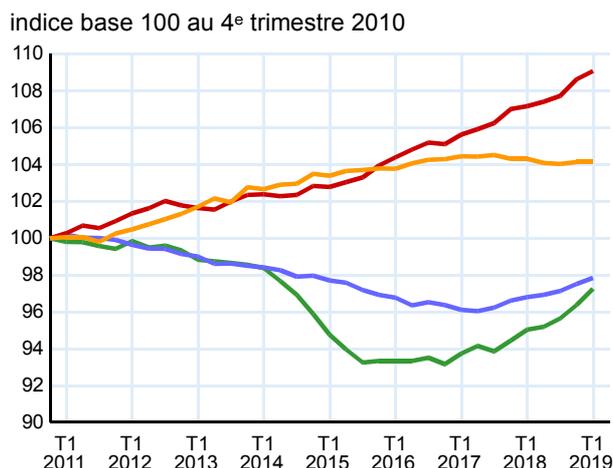
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee

L'emploi dans les **services marchands hors intérim** progresse de 0,4 % en Auvergne-Rhône-Alpes, à peine moins vite qu'en France (+ 0,5 %). Le secteur est stable dans l'Allier et en Savoie. Les autres départements augmentent entre 0,3 % (Haute-Savoie et Drôme) et 0,7 % (Ardèche et Loire). Le secteur est particulièrement porté par le dynamisme de l'hébergement et de la restauration (+ 1,4 %, soit un tiers des gains régionaux), ainsi que celui des activités scientifiques et techniques (+ 1,0 %, la moitié des créations d'emploi de la région). En douze mois, le tertiaire marchand hors intérim augmente de 1,8 %, plus rapidement qu'au niveau national (+ 1,6 %). Seules les activités immobilières sont en repli (- 0,2 %). L'Allier est l'unique département qui perd des salariés. Le Rhône crée plus de la moitié des 22 800 nouveaux emplois régionaux.

Depuis trois trimestres, l'emploi dans le **tertiaire non marchand** reste éte, tant dans la région qu'en France (figure 4). Les créations d'emploi de ce secteur dans le Rhône et l'Isère ne suffisent pas à compenser les suppressions dans le Cantal, la Loire et les Savoie. Sur un an, la région perd 1 700 salariés dans le non marchand, soit une baisse de 0,2 %, plus marquée qu'au niveau national (- 0,1 %). Le Rhône (+ 0,9 %) et la Haute-Savoie (+ 0,7 %) se distinguent des autres départements et parviennent à maintenir une croissance.

4 Évolution de l'emploi salarié par secteur

- Construction
- Industrie
- Tertiaire marchand hors intérim
- Tertiaire non marchand



Note : données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee

Avertissement : Depuis la publication de juillet 2018, portant sur le premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié. Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

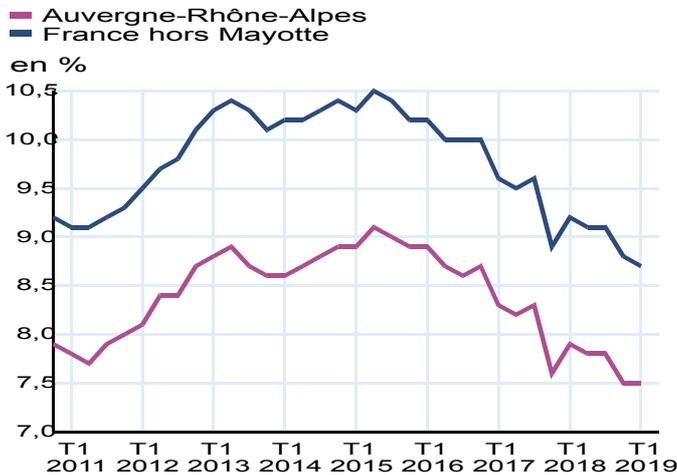
De plus, les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écart de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Enfin, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

Le chômage se stabilise

Début 2019, le **taux de chômage** dans la région s'élève à 7,5 % de la population active. Il reste stable par rapport au dernier trimestre 2018, comme dans la plupart des régions métropolitaines. Le taux de chômage national atteint 8,7 % après une baisse de 0,1 point (figure 5). Sur une année, le taux régional perd 0,4 point, grâce à une forte baisse au quatrième trimestre 2018. Au niveau national, la diminution est de 0,5 point.

5 Évolution du taux de chômage

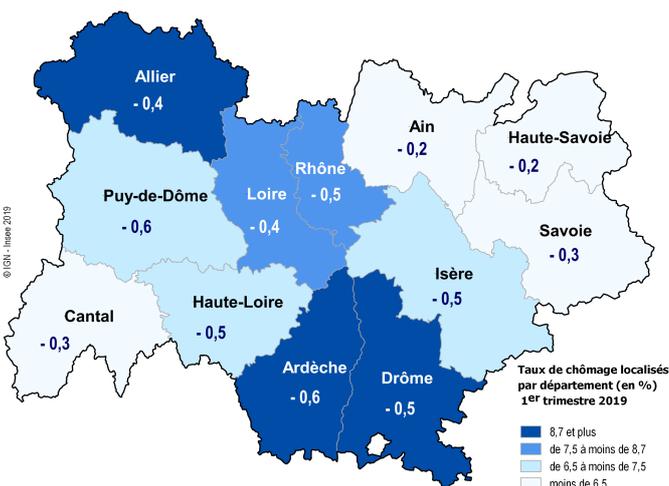


Note : données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affichés sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage localisés (Auvergne-Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France)

Les taux de chômage départementaux s'étagent de 5,1 % dans le Cantal à 9,6 % dans la Drôme. Sur un trimestre, l'Ardèche est le département dont le taux de chômage se réduit le plus (-0,2 point). Sur un an, tous les départements ont des taux de chômage en baisse, entre -0,2 point (Ain et Haute-Savoie) et -0,6 point (Ardèche et Puy-de-Dôme) (figure 6).

6 Taux de chômage et évolution sur un an par département



Note de lecture : l'évolution du taux de chômage sur un an dans le Rhône est de -0,5 point.

Note : données provisoires pour le 1er trimestre 2019.

Source : Insee, taux de chômage localisés

Le micro-entrepreneuriat sort la grand-voile

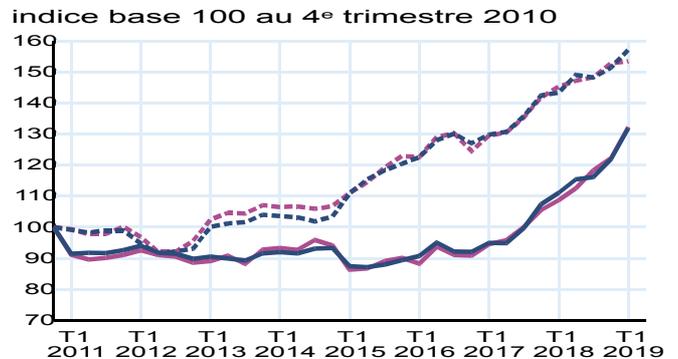
Durant le premier trimestre 2019, 23 600 **entreprises ont été créées** en Auvergne-Rhône-Alpes, représentant une hausse de 8,2 % par rapport à fin 2018, quasi-identique au niveau national (figure 7). Pour le sixième trimestre consécutif, le record de créations d'entreprises est battu dans la région. Cette croissance est soutenue par les 11 400 créations de micro-entreprises, un niveau égal à début 2010 lors de l'expansion de ce nouveau régime de travail. À l'exception du Puy-de-Dôme où la demande d'enregistrements de micro-entreprises se stabilise, les autres départements connaissent une forte augmentation. Les créations d'entreprises classiques restent stables (+0,3 %). Les hausses les plus soutenues concernent le commerce (+7,9 %), les services (+9,5 %) et l'industrie (+15,7 %), bien que cette dernière ne représente que 4,6 % des créations régionales. Seule la construction note une légère baisse, de 0,9 %.

Sur une année, les créations régionales s'accroissent de 21,6 % (3 points de plus qu'en France). Elles sont notamment portées par l'envolée des micro-entreprises dans le commerce (+85 %) et les services (+32 %). Au niveau départemental, seule la Haute-Loire connaît une baisse de ses créations d'entreprises (-2,9 %), à cause d'un net repli pour ce qui concerne les entreprises classiques. Le Rhône, qui représente plus du tiers des créations régionales, augmente de 32,6 % sur un an, poussé par les micro-entreprises (+57,5 %).

6 100 défaillances d'entreprises ont été répertoriées entre avril 2018 et mars 2019, soit une baisse de 1,9 % par rapport à l'ensemble de l'année 2018. Au niveau national, les défaillances augmentent de 1,7 %, une première depuis 2015.

7 Évolution des créations d'entreprises

■ Auvergne-Rhône-Alpes hors micro-entrepreneurs
 ■ France entière hors micro-entrepreneurs
 ■ Auvergne-Rhône-Alpes y compris micro-entrepreneurs
 ■ France entière y compris micro-entrepreneurs



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

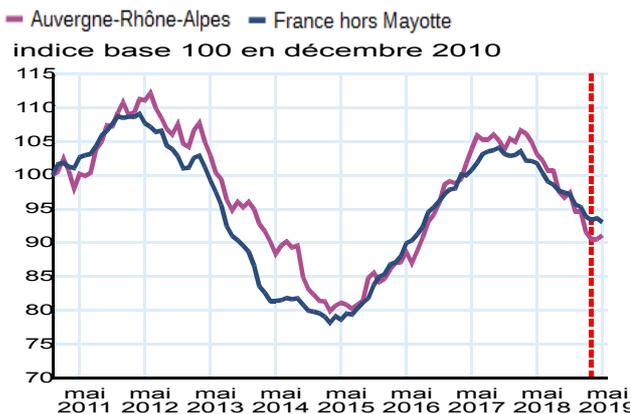
Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirene)

La construction en eaux troubles

Entre février 2018 et mars 2019, 57 800 **autorisations de construction** ont été délivrées dans la région, représentant une baisse de 4,5 % par rapport au cumul annuel du trimestre précédent (figure 8). Ce recul est également présent au niveau national, mais à un rythme moins élevé (-2,2 %). En comparaison avec l'année précédente, les autorisations en Auvergne-Rhône-Alpes chutent de 15,4 %, contre -8,2 % en France hors Mayotte.

Par rapport à fin 2018, à part une hausse en Haute-Savoie (+1,5 %) et une stabilité dans le Cantal et en Haute-Loire, les autres départements de la région notent des baisses d'au moins 2,2 %. Les plus fortes chutes sont enregistrées dans la Drôme (-17,1 %), le Puy-de-Dôme (-14,3 %) et l'Allier (-12,5 %). Comparé à la fin du premier trimestre 2018, les trois mêmes départements plongent d'au moins 20 %, mais le Rhône dévise encore plus lourdement (-35 %).

8 Évolution du nombre de logements autorisés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

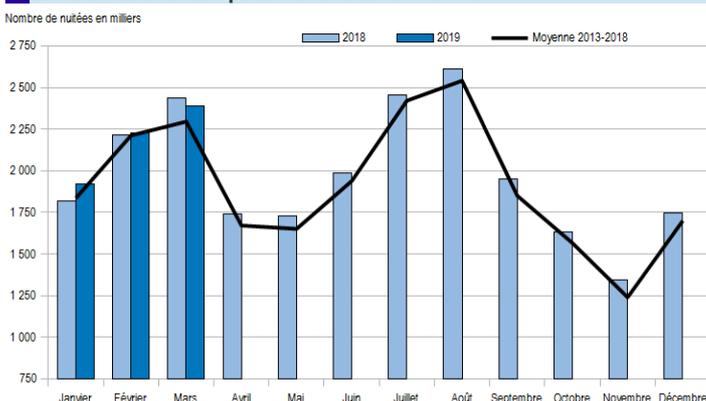
Source : SDES, Sit@del2

Les **misés en chantier de logements** affichent une baisse moins marquée de 2,7 % par rapport à fin 2018 (-1,8 % au niveau national). Le Rhône, la Loire et la Drôme se replient d'environ 7 %. La Haute-Savoie est de nouveau le seul département de la région en croissance (+3,6 %).

L'hôtellerie soutenue par un mois de janvier favorable

L'**activité hôtelière** du premier trimestre 2019 reste sur la dynamique positive imprimée durant la fin d'année précédente. Les hôtels enregistrent 6,5 millions de nuitées dans la région, soit une hausse de 1 % par rapport à début 2018. La fréquentation hôtelière du mois de janvier est particulièrement élevée, avec 1,9 millions de nuitées, un record depuis 2011. En mars, la douceur atypique fait reculer le tourisme montagnard sur ce mois (*figure 9*). Par rapport à l'hiver 2018, le Rhône (+5,9 %) et l'Allier (+4,0 %) recueillent les plus fortes hausses. À l'inverse, les nuitées chutent dans le Cantal (-9,6 %) et le Puy-de-Dôme (-6,2 %). L'Ain et l'Isère encaissent des reculs d'environ 3,3 % (chacun). Le taux d'occupation des chambres dans la région reste sur un niveau équivalent à début 2018 (57 %).

9 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE, enquêtes hôtellerie 2013-2019

En période hivernale, les autres hébergements collectifs touristiques (qui rassemblent notamment les résidences de tourisme et hôtelières, villages de vacances, maisons familiales et auberges de jeunesse) constituent une source importante de résidence pour les touristes dans la région. Ils enregistrent 9,4 millions de nuitées au premier trimestre 2019, soit près de 43 % du total national. Leur fréquentation est toutefois en baisse de 8,8 % par rapport à début 2018. ■

Avertissement :

Fréquentation touristique - révision des séries concernant les hôtels à partir du 1^{er} janvier 2019

À partir du 1^{er} janvier 2019, les données des hôtels non répondants sont imputées au moyen d'une nouvelle méthode, en fonction de leurs caractéristiques. Cette nouvelle méthode d'imputation de la non-réponse tend à revoir légèrement à la baisse le nombre total de nuitées mais n'a pas d'impact sur les évolutions.

La croissance française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Au premier trimestre 2019, la croissance française s'est établie à +0,3 %, portée par la demande intérieure. En particulier, la consommation des ménages a été soutenue par un pouvoir d'achat dynamique, tandis que le commerce extérieur a pesé sur la croissance. Les créations d'emploi salarié marchand non agricole ont en outre été très élevées (+92 000 créations nettes).

D'ici fin 2019, l'économie française conserverait le même rythme de croissance trimestrielle, selon la Note de conjoncture nationale de l'Insee. Le pouvoir d'achat des ménages progresserait de 2,3 % sur l'année, soutenant la consommation qui serait ainsi la principale contribution à la croissance, malgré un taux d'épargne restant élevé. Le commerce extérieur pèserait à nouveau sur l'activité, contrairement à l'an dernier.

En moyenne annuelle, le PIB croîtrait de 1,3 % en 2019 (après +1,7 % en 2018). Le chômage poursuivrait sa baisse et s'établirait à 8,3 % fin 2019.

Dans un environnement international moins porteur, les principaux pays de la zone euro mettent en place des mesures de soutien budgétaire

Marqué notamment par les tensions commerciales parties des États-Unis et par la perspective du *Brexit*, l'environnement international paraît moins porteur que l'an dernier. Les banques centrales comme les différents gouvernements ont néanmoins pris acte du risque de ralentissement et ajustent en conséquence leur politique économique. Début 2019, les principaux pays de la zone euro ont ainsi pour la plupart mis en place, d'une manière ou d'une autre, des mesures de soutien budgétaire. Le pouvoir d'achat accélérerait donc en zone euro (+2,5 % en moyenne annuelle prévu en 2019), contribuant à limiter le ralentissement économique de la zone (+1,2 % prévu, après +1,9 % en 2018).

Insee Auvergne-Rhône-Alpes
165 rue Garibaldi - BP 3184
69401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Jean-Philippe Grouthier

Rédaction en chef :
Aude Lécroart
Philippe Mossant

ISSN (en ligne) : 2493-0822

© Insee 2019

Pour en savoir plus

• « Entre risques commerciaux et soutiens budgétaires », Note de conjoncture nationale, Insee, juin 2019
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4176797>

